

Paris, le 15 septembre 2009

Cher ami,

Selon vous, que devrait faire le Ministre de l'Éducation, face aux instituteurs qui :

- ✓ refusent d'appliquer les instructions officielles leur demandant d'abandonner les désastreux programmes Jack Lang de 2002 ;
- ✓ publient un guide « anti-hiérarchie » et appellent leurs collègues à la « désobéissance » et à « l'insurrection » (ils recommandent, entre autres, d'empêcher les inspections en « faisant lever tous les élèves et quitter la classe quand l'inspecteur se présente ») ;
- ✓ donnent en avance aux élèves sur Internet les questions et les réponses des évaluations nationales, afin de fausser les résultats ;
- ✓ et, ce qui est encore plus inquiétant, étendent leurs appels à la désobéissance à leurs élèves. Sur leur site Internet, un article « apprendre à désobéir » écrit par Isabelle Masson, explique **comment enseigner** aux élèves à « transgresser librement les règles » !

Ces instituteurs existent, c'est le « Comité des enseignants désobéisseurs ». Ils sont déjà 2 835 à s'être déclarés. Depuis la rentrée, plus de 70 800 élèves sont pris en otage dans leurs classes.

Les syndicats les soutiennent. La presse les porte aux nues. Tous les partis politiques de gauche sont avec eux.

Y aura-t-il, en France, UNE PERSONNE pour soutenir le ministre de l'Éducation **contre** eux, et rappeler quel est le rôle de

(Tournez la page S.V.P.)

l'école ?

Si oui, je vous demande de mettre VOTRE NOM sur la pétition ci-jointe et de me la renvoyer au plus vite.

Il s'agit d'empêcher le mouvement de s'étendre, et que des centaines de milliers d'enfants ne tombent entre leurs mains.

Si le pouvoir politique décide de laisser faire, les parents n'auront plus la moindre garantie de ce qui pourra arriver à leurs enfants au cours de leur scolarité.

Chacun sera à la merci de tel ou tel professeur qui aura décidé de faire n'importe quoi, et personne, pas même l'inspecteur ne pourra intervenir.

Nos écoles primaires sont déjà dans un état tragique :

- ✓ 25 % des enfants sortent du primaire sans savoir lire.
- ✓ Les tables de multiplication et la règle de trois ne sont plus maîtrisées que par une infime proportion des enfants (qui les ont généralement apprises à la maison, avec leurs parents ou leurs grands-parents).
- ✓ En histoire, en géographie et en grammaire, c'est souvent le désert complet : ni les grandes dates, ni les départements et les cinq fleuves, ni les notions de base de l'analyse logique ne sont connus.

Et ne parlons pas de l'esprit qui règne dans beaucoup d'écoles...

Qui aurait pu imaginer, il y a seulement vingt ans, que des instituteurs oseraient un jour :

- ✓ accueillir les enfants le matin au portail de l'école avec des banderoles barbouillées de slogans et d'injures contre le ministre de l'Éducation ;
- ✓ coller des tracts syndicaux dans leurs cahiers de texte pour relayer les appels à la grève ;
- ✓ faire descendre les enfants dans la rue pour « soutenir » les syndicats ;
- ✓ et leur apprendre, en classe, à « transgresser

librement les règles » ?

Aujourd'hui, ces pratiques jadis impensables fleurissent un peu partout, sous l'influence des « enseignants désobéisseurs ».

Les professeurs de bon sens sont très inquiets.

Leurs élèves sont de plus en plus insupportables. Beaucoup sont horriblement mal élevés à la maison.

Mais quand en plus ils sont passés entre les mains d'un enseignant qui les a impliqués dans des actions de « désobéissance » ou « d'insurrection »...

... alors il devient objectivement impossible pour eux de compenser, même avec la meilleure volonté du monde.

Pour arrêter ce gâchis, il est vital que le ministre de l'Éducation empêche les instituteurs désobéisseurs d'étendre leur mouvement.

Vous trouverez ci-joint trois pétitions à signer.

La première est adressée au ministre de l'Éducation Luc Chatel lui-même. Les deux autres sont adressées à l'inspecteur de l'académie où se trouvent les leaders du mouvement des enseignants désobéisseurs, et au recteur de l'académie.

Jusqu'à présent, ils n'ont reçu que des messages d'opposition, suscités et réunis par les syndicats d'enseignants.

La Fédération de « parents d'élèves » FCPE s'oppose aussi à toute sanction, ce qui fait croire aux médias et à l'opinion publique que même les parents sont du côté des enseignants désobéisseurs (en réalité, la FCPE a été créée par les syndicats d'enseignants, et la majorité des « parents » qui la dirigent sont des enseignants).

Votre voix et celles des 80 000 membres de SOS Éducation sont indispensables pour rétablir l'équilibre.

Nous nous étions déjà mobilisés au mois de mars dernier, quand le mouvement des enseignants désobéisseurs avait commencé à prendre de l'ampleur.

Grâce notamment à notre action, le ministre de l'Éducation avait tenu bon, et imposé certaines sanctions (minimes) aux lea-

ders du mouvement.

Mais aujourd'hui, il est indispensable de lancer une deuxième vague, car, de leur côté, ils n'ont pas désarmé : ils sont même de plus en plus agressifs.

Notre association n'est pas un groupement révolutionnaire, cherchant à prendre le pouvoir par la force. Nous utilisons les moyens démocratiques normaux pour faire pencher la balance en faveur de l'éducation des enfants.

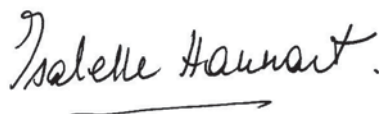
Mais en politique, il y a un vieux dicton : **qui ne dit mot consent**.

Grâce à vos pétitions signées, je pourrai apporter la preuve concrète aux responsables de l'Éducation nationale qu'une grosse partie de la population veut **que cessent les abus** des « enseignants désobéisseurs ».

J'attends donc avec impatience vos pétitions signées, avec un don à SOS Éducation pour soutenir cette action.

Je suis désolée d'avoir à vous demander de l'argent. Mais sans votre aide généreuse, notre association ne pourra pas continuer ce combat pourtant si vital pour l'éducation de nos enfants.

Bien à vous,

A handwritten signature in cursive script that reads "Isabelle Hannart". A horizontal line is drawn underneath the signature.

Isabelle Hannart
Secrétaire générale